

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIRIDI DATA PAR 12

129 boulevard Malésherbes
75017 Paris

Références : E/26-0745
Code AIOT : 0006519463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement VIRIDI DATA PAR 12 implanté 16 Avenue Joseph FROELICHER 77164 Ferrières-en-Brie. L'inspection a été annoncée le 20/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet du contrôle est de vérifier le suivi des installations, notamment les prescriptions liées à la sécurité et l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIRIDI DATA PAR 12
- 16 Avenue Joseph FROELICHER PAR 12 77164 Ferrières-en-Brie
- Code AIOT : 0006519463
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VIRIDI DATA PAR 12/INTERXION a été autorisée à exploiter un data center par arrêté préfectoral du 3 octobre 2018. Ses activités sont également réglementées par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 25 juin 2021. La mise en service des installations a été initiée en juillet 2021. Elles sont dorénavant exploitées en totalité.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Documents à disposition du SDIS	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, articles 4.3.5 et 10.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 4.2.4.2	Sans objet
2	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, articles 6.1.1 et 10.2.4	Sans objet
3	Comportement au feu	AP Complémentaire du 25/06/2021, article 9	Sans objet
4	Désenfumage des locaux	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.1.1	Sans objet
5	Accessibilité du site	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.2.1	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.3.4	Sans objet
8	Dispositif contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.3.3	Sans objet
9	Maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.5.3	Sans objet
11	Dégazage	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4	Sans objet
12	Installations de combustion destinées aux situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant semble respecter les dispositions de ses arrêtés préfectoraux. Des justificatifs doivent cependant être transmis à l'inspection (rejets aqueux, plan de défense incendie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi et entretien de la vanne d'isolement
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La fermeture de la vanne d'isolement du site est également asservie à la détection incendie de l'entrepôt (ou au déclenchement du système d'extinction automatique).
Constats : La vanne d'isolement est signalée et actionnable localement ou à partir du poste de commande sécurité. Le contrôle de la vanne est réalisé une fois par an par VEOLIA et une fois par trimestre par l'exploitant selon une procédure interne (manipulation de la vanne, test d'asservissement de la fermeture de la vanne au déclenchement de la détection incendie).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, articles 6.1.1 et 10.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Prescription contrôlée : Article 6.1.1 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Article 10.2.4 : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'évaluer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Dans ce cadre, l'exploitant fait réaliser, à ses frais, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence six mois au maximum après la mise en service de l'installation puis au moins tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Les résultats des mesures sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Le dernier contrôle des nuisances sonores a été réalisé par la société DELHOM, le 13/08/2024. Les niveaux de bruit et d'émergence sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Comportement au feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/06/2021, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures
Prescription contrôlée : Les groupes électrogènes sont situés au rez-de-chaussée dans des zones techniques extérieures. Ils sont groupés par lot de deux, chaque appareil disposant d'un local spécifique isolé de l'extérieur par des parois latérales, planchers et plafond coupe-feu 2h, blocs-portes coupe-feu 1 h. Les cuves de 25 m ³ sont intégrées aux groupes électrogènes. Ces locaux assurent le rôle de rétention (1 local par groupe électrogène et donc par cuve), ils possèdent chacun leur propre dispositif coupe-feu de telle sorte qu'il ne puisse pas y avoir de propagation de l'un à l'autre. Chaque container comprend une surveillance par le système de détection du bâtiment, une détection ponctuelle (flamme et chaleur), un déclencheur manuel d'incendie, une alarme sonore et visuelle, un extincteur 6 kg ABC et un coffre de 100 l de sable. Une vanne police est accessible depuis l'extérieur de chaque conteneur (action manuelle) permettant de couper l'alimentation en carburant. Une vanne fusible thermique permet également une coupure automatique de l'arrivée en carburant lors d'un départ incendie. L'aire de dépotage est étanche, munie d'un revêtement incombustible et mise sous rétention. Les locaux de charge des onduleurs possèdent des murs coupe-feu 2 heures et des portes d'accès coupe-feu 1 heure. Les locaux sont largement ventilés avec une ventilation haute et basse.
Constats : Les 8 groupes électrogènes sont installés dans des zones techniques extérieures. Leurs caractéristiques techniques respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral. Lors de la visite, l'inspection a notamment constaté sur l'un des conteneurs la présence de systèmes de détection, d'un déclencheur manuel d'incendie, d'une alarme sonore et visuelle, d'un extincteur 6 kg ABC, d'un coffre de 100 l de sable, d'une vanne police et d'une vanne fusible thermique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Désenfumage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage
Prescription contrôlée : Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

Les locaux n'ont pas été modifiés depuis la dernière visite d'inspection. Toutefois, le réarmement des installations de désenfumage n'est plus manuel. Il est réalisé au moyen de clapets automatiques avec suivi de position et report au SSI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens de secours

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un accès dont l'ouverture est activée par le PC sécurité présent en permanence sur le site. Des places de stationnement sont dédiées pour les véhicules.

Lors de l'inspection, l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment n'était pas entravée par des véhicules.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Documents à disposition du SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Documents annexés au PDI

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Ces documents sont annexés au plan de défense incendie.

Constats :

Le site ne dispose pas de Plan de Défense Incendie et les documents à disposition ne permettent pas une intervention rapide et efficace des pompiers en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un plan de défense incendie, lequel sera accompagné des plans des locaux indiquant la nature des dangers éventuels de chaque local et l'emplacement des moyens de protection incendie, ainsi que des consignes pour l'intervention des pompiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens incendie
Prescription contrôlée : (...) Le réseau de bornes incendie se composera de 2 poteaux d'incendie capable de délivrer chacun un débit de 60 m³/h.
Constats : Le contrôle du débit des poteaux incendie a été réalisé le 03/06/2020. Chacun des quatre poteaux incendie situés à proximité du site délivrent un débit minimal de 60 m³/h en simultané.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : Une visite complète est réalisée tous les ans par un organisme qualifié. Le dernier contrôle a été réalisé par la société DEKRA en mai 2025. Suite à ce contrôle, un parafoudre a été ajouté et des travaux de mise en conformité sont en cours. Le prochain contrôle est d'ores et déjà prévu en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, RIA, extincteurs, etc...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Pour le système d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Des contrôles des dispositifs de lutte contre l'incendie (extincteurs, détection incendie, RIA, désenfumage, sprinklage, portes coupe-feu) et des installations électriques sont réalisés au moins une fois par an par des organismes qualifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2018, articles 4.3.5 et 10.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques	
Prescription contrôlée : Article 4.3.5 Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux usées (EU)
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement communal
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Saint Thibault des Vignes
Conditions de raccordement	Autorisation et convention
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture non polluées (EPt)
Exutoire du rejet	Recyclées pour alimenter les tours aéroréfrigérantes ou stockées dans le bassin afin d'être utilisées pour les espaces verts, en dernier lieu rejetées vers le réseau EP de la ZAC.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries (EPv) susceptibles d'être polluées
Traitement avant rejet	Traitées dans un séparateur d'hydrocarbures
Exutoire du rejet	Bassin de 48 000 m ³ de la ZAC puis l'étang de la Taffarette

Article 10.2.2

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Points de rejet n°2 et 3 :

L'exploitant fait procéder à des mesures aux points de rejet n° 2 et 3, référencés à l'article 4.3.5 du présent arrêté selon les modalités suivantes :

Paramètre	Type de prélèvement	Méthode d'analyse	Fréquence
Matières en suspension totales (MEST)	Ponctuel	Selon normes visées par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence	annuelle
DCO sur effluent brut			
DBO ₅			
Hydrocarbures Totaux			
Azote global			

Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées via GIDAF (site de télédéclaration).

Constats :

Point de rejet n°1 (Eaux usées) :

Les tours aéroréfrigérantes prévues initialement n'ayant pas été installées, les eaux usées du site sont uniquement composées des eaux vannes et des eaux de lavage des sols. La convention de rejet des eaux usées, signée avec la commune de Ferrières-en-Brie, mériterait d'être mise à jour.

Point de rejet n° 2 (eaux pluviales de toiture non polluées) :

L'exploitant n'a pas présenté d'analyses des eaux pluviales de toiture.

Les eaux pluviales de toiture devant être recyclées pour alimenter les tours aéroréfrigérantes, l'arrêté préfectoral prévoyait une analyse annuelle de leur qualité.

Or, selon l'exploitant, les tours aéroréfrigérantes n'ayant pas été installées, le point de rejet n°2 et le bassin de récupération des eaux pluviales de toiture n'ont pas été mis en place.

Au regard de la situation réelle du site, la prescription n'est pas adaptée. L'exploitant doit déposer un porter à connaissance afin de demander la mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.

Point de rejet n° 3 (eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées) :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un dépassement en MES avait été observé lors du dernier contrôle réalisé par DEKRA, le 09/10/25. Une contre-analyse réalisée le 03/12/25 a permis de constater l'absence de dépassement en MES.

Selon l'exploitant, les prélèvements sont réalisés en amont du séparateur d'hydrocarbures, ce qui est susceptible de provoquer des dépassements des VLE applicables au site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : - justifier l'absence d'analyses sur les eaux pluviales de toiture (Point de rejet n°2) et transmettre un porter à connaissance demandant la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral, - justifier l'impossibilité d'effectuer des prélèvements des eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées en sortie du séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dégazage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dégazage
Prescription contrôlée : Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant porte ces opérations de dégazage à la connaissance du représentant de l'État dans le département.
Constats : L'exploitant a bien indiqué dans sa déclaration GEREP un total cumulé de 115 kg de fluides frigorigènes rejetés pour l'année 2025. Par ailleurs, une déclaration d'incident pour un rejet de 23 kg de fluides frigorigènes a été réalisée le 01/04/25.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations de combustion destinées aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 13
Thème(s) : Autre, Relevé des heures d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant s'engage à faire fonctionner les groupes électrogènes, destinés aux situations d'urgence, moins de 500 h/an (les heures de tests de fonctionnement sont comptabilisées). À cet effet, un relevé des heures d'exploitation est réalisé annuellement, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau de suivi annuel des heures d'exploitation des groupes électrogènes. Il n'a pas été relevé de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite